Samedi 17 et dimanche 18 juin 1978 No 911

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

AU SOMMAIRE

P 2 : Il y a 2 ans : le brasier de Soweto

P 3 : Qui a le pouvoir en URSS ?

P 7 : Reportage en Chine : au Palais des pionniers de Shanghai

P 8 : La politique militaire française : «détente» et missiles

Editorial

La concertation en prend un coup

Le gouvernement et le grand patronat avaient misé sur le désarroi que causa un temps chez les travailleurs la victoire de la droite aux législatives. Le plan Barre III annonçait clairement la couleur.

D'une part, fermer les entreprises non-rentables, surtout non-concurrentielles sur le marché extérieur. D'autre part, restructurer les secteurs de pointe et leur donner les moyens de se développer.

Dans ce but, libération des prix marche de pair avec blocage des salaires, pour que, selon le mot de Barre, *« les prix de revient ne dépassent pas les prix de vente »*.

L'objectif fixé a été redéfini par Giscard mercredi : faire de la France une puissance industrielle concurrentielle. Plus précisément : combler le retard par rapport à l'Allemagne de l'Ouest et faire de la France la première puissance industrielle européenne.

La conséquence, c'est le chômage, les hausses de prix, la baisse du pouvoir d'achat. C'est cela ou mourir, telle est la démonstration de Barre. Suivent les appels à la solidarité nationale, à la concertation, à la sagesse et à l'effort. Et surtout à mettre les revendications au fond de sa poche : tous ensemble pour le développement de l'économie nationale.

S'appuyant sur leur victoire électorale, les hommes des monopoles espéraient faire avaler la pilule en douceur. Pour que cela passe mieux, ils lançaient la concertation, comptant bien sur la compréhension des directions syndicales. Pendant qu'on discute, on ne lutte pas, pensait le gouvernement.

Ceyrac, le patron des patrons, applaudissaient des deux mains. Il précisait toutefois qu'il fallait que le gouvernement mette au plus vite en place sa politique économique : le CNPF prévoyait un printemps post-électoral calme et quelques troubles sociaux pour l'automne. Sans plus. Le temps pour lui d'agir.

Et ce fut un double coup de semonce dans un ciel bleu giscardien : Renault et les arsenaux.

La portée de ces deux grèves est avant tout politique. Face à l'austérité et à la concertation giscardiennes, c'est la réponse de la lutte des classes. Le gouvernement ne pouvait bien sûr pas laisser les choses se passer ainsi : toute sa politique était touchée. Il envoyait alors les flics à Cléon et aux arsenaux de Brest, preuves que concertation et répression sont les deux faces d'une même politique.

A Renault comme dans les arsenaux, c'est dans une lutte dure et déterminée que se sont lancés les ouvriers. Gagner sur les revendications n'est jamais facile, mais surtout aujourd'hui que le gouvernement base toute sa politique sur le refus de céder quoi que ce soit.

De toute façon, à Renault comme aux arsenaux, les ouvriers sont de plus en plus conscients qu'ils ont ouvert une brèche. Un coin a été enfoncé dans la politique giscardienne. Renault et les arsenaux, deux luttes de grande portée politique nationale pour la classe ouvrière.

Philippe LECLERC

Renault, les Arsenaux

LA CLASSE OUVRIERE REPOND A GISCARD

Les ouvriers de l'arsenal de Brest veulent gagner.

8 000 ouvriers des arsenaux de Brest se prononçaient mardi dernier pour la grève. Mercredi, le mouvement s'étendait à 20 000 travailleurs. Jeudi, il y avait 50 000 grévistes dans 43 arsenaux ou établissements dépendant de la Défense nationale.

A Lorient, la grève déclenchée mercredi était reconduite à l'unanimité. A Indret, dans la Loire-Atlantique également. A Cherbourg, Tarbes, Rennes, Lyon, Roanne et surtout Toulon avec ses 12 000 salariés, le personnel débrayait. A Brest, d'où est parti le mouvement, celui-ci se durcit. Il était question d'occuper la totalité des bâtiments à l'exception de la base des sous-marins nucléaires. Vendredi matin, les gardes mobiles investissaient l'arsenal certainement pour empêcher l'occupation.

Le personnel de certains établissements de l'armée de terre et de l'air s'est mis également en grève. C'était le cas à Saclay, Brétigny, Bordeaux, etc. A Tulle, des arrêts de travail ont été votés pour la semaine prochaine.

Ainsi donc, dans un secteur aussi important que celui lié à la Défense nationale, le mécontentement est grand et la lutte massive et déterminée.

Après Renault, la RATP, et bien d'autres, c'est un signe qui montre que le gouvernement et le patronat ne pourront pas faire payer la crise à la classe ouvrière aussi facilement qu'ils l'auraient voulu. Face à l'offensive gouvernementale et patronale, les travailleurs de plus en plus nombreux passent à la contre-attaque. C'est la bonne voie.

C'est aussi cette voie qu'ont décidée de suivre les ouvriers de Moulinex à Alençon qui occupent l'usine. L' occupation a été décidée par l'assemblée générale qui décrétait aussi la grève illimitée. La grève s'étendra probablement la semaine prochaine dans les autres usines du groupe. Les revendications portent sur une augmentation de salaire uniforme de 400 F et la cinquième semaine de congés payés.

A Berliet également ça bouge. Jeudi, l'usine « Feuillat » de Lyon a été occupée toute la journée.

(Voir page 4)

• Afrique du Sud

IL Y A DEUX ANS...

Le brasier de Soweto

C'est le 16 juin 1976 que tout a commencé. Depuis cinq semaines, déjà, les élèves du lycée technique de Phefeni étaient en grève contre la décision du gouvernement de supprimer les cours en anglais et de rendre obligatoire l'utilisation de l'afrikaans dans l'enseignement. Or, l'afrikaans, c'est la langue de l'oppresseur, du colon blanc.

LE SOULEVEMENT GÉNÉRAL

Devant l'intransigeance des Blancs, une manifestation est décidée pour le 16 juin par l'organisation des étudiants de Soweto. Le matin, c'est à 10 000 qu'ils se retrouvent, 10 000 jeunes défilant dans le calme avec leurs banderoles, défilant comme partout dans le monde. Seulement, l'Afrique du Sud, ce n'est pas comme partout. D'abord une grenade lacrymogène éclate dans la foule. Puis un enfant de sept ans s'écroule. La police a tiré. C'est la première victime d'une longue série.

C'est alors que la colère s'empare de la ville. Ce n'est plus d'une manifestation d'étudiants dont il s'agit, mais d'un véritable soulèvement de toute la ville. La population toute entière est descendue dans la rue et s'en prend à tout ce qui symbolise le pouvoir colonial blanc : les bâtiments administratifs, les écoles, les commissariats.

Parallèlement, le pouvoir mobilise tout son appareil de répression : les Blancs qui travaillent à Soweto ayant été évacués, la ville toute entière devient la cible des « unités spécialisées » et de l'armée. Pris de panique, les colons blancs font la queue devant les marchands d'armes et se déchainent aussi.

Pendant des heures, les hélicoptères bombardent la ville à la grenade et à la mitrailleuse. Il est encore impossible à l'armée d'y pénétrer. Toute la nuit, les crépitements des mitraillettes de l'armée retentissent. érigées pendant la nuit tiennent toujours. Tout automobiliste qui veut entrer dans Soweto doit faire le salut du pouvoir noir, le poing levé. Les manifestants ont pris d'assaut l'hôpital Baragwanath où ont été conduits les blessés de la ville. Il faut empêcher qu'ils soient livrés à la police. L'hôpital est administré par des Blancs mais le personnel noir apporte son soutien et ouvre les portes.

Le mouvement ne se limite d'ailleurs plus à Soweto. A leur tour, les autres banlieues noires de Johannesbourg, de Pretoria s'embrasent. Au Cap, c'est l'affolement chez les députés colonialistes. Dans le Transvaal, dans le Natal, à Kasigo, les bâtiments publics brûlent. Partout, l'armée tire sans sommation sur la foule.

SIX CENTS MORTS

Après une période de calme relatif, le 20 juin, la colère éclate à nouveau. Cette fois, c'est la hausse des transports publics qui est en cause. Les travailleurs incendient les autobus qui les emmènent travailler dans les quartiers industriels de Pretoria. Dans les mines également, les travailleurs se mettent en grève. Des centaines sont arrêtés et déportés. Les manifestations ouvrières et étudiantes se poursuivront sans relâche jusqu'en septembre. La répression sanglante aussi. On parle d'un total de 600 morts, de milliers de blessés et de dizaines de milliers d'arrestations. *« Un travail remarquable »*, dira le ministre de la Justice du gouvernement blanc...

Les leçons politiques de Soweto

La principale leçon à tirer de la grande révolte de Soweto c'est la généralisation de la résistance du peuple azanien à la dictature colonialiste raciste et fasciste de Vorster. Le mouvement ne s'est en effet pas cantonné à Soweto mais a atteint l'ensemble du pays, touchant les quartiers noirs de toutes les grandes villes et l'ensemble des provinces.

Il ne s'est pas non plus limité à une révolte étudiante mais s'est surtout étendu à toute la classe ouvrière noire. Il ne faut pas oublier que l'Afrique duSud est un pays hautement industrialisé avec le plus important prolétariat noir d'Afrique.

La répression sanglante des manifestations a également entraîné la prise de conscience de la limite de celles-ci. Cette révolte a clairement montré que la lutte devait inévitablement se poursuivre sur le terrain de la lutte armée. Des milliers de jeunes azaniens ont d'ailleurs depuis gagné les pays limitrophes où ils se préparent à la guerre populaire. Avec le 16 juin 1976, s'est ouverte une période pré-révolutionnaire qui ne pourra aboutir qu'avec le renversement violent du pouvoir colonial.

Un autre aspect très important de ces journées est qu'elles ont permis un développement très important du mouvement noir, sous la forme du « Mouvement de la conscience noire » et du PAC, entre autres, au détriment de ceux qui, à l'instar du Parti « communiste » sud-africain, prônent un État multi-racial. Ce problème n'est pas nouveau. Déjà en 1927, la 3e Internationale avait voté une résolution concernant l'Afrique du Sud qui précisait que le premier objectif de la lutte dans ce pays était la restitution à ses habitants d'origine, le peuple azanien. Dès cette époque, le PCAS qui était alors dirigé par des Blancs et qui l'est toujours, avait refusé cette résolution, ne voulant pas considérer qu'il s'agissait d'un problème colonial (1). Suivant la même ligne, l'ANC se prononce aujourd'hui pour un état multiracial refusant la lutte contre le pouvoir blanc en tant que tel. La prise de conscience de Soweto leur a infligé un échec sévère en montrant que les masses avaient, elles, pris conscience de la nature coloniale de cet État.

Un dernier point à noter, c'est l'isolement du pouvoir blanc au niveau international. Sous la pression du tiers-monde, et des pays africains en particulier, de plus en plus de pays occidentaux ont été amenés à suspendre leurs relations avec Prétoria. Aux USA mêmes, on se montre aujourd'hui très prudent sur le soutien à Vorster. Il faut cependant noter que Moscou continue allègrement à commercer avec l'Afrique du Sud. Tant ses richesses minières (or, diamant...) que la possibilité d'une pénétration dans un régime « multiracial » auquel participerait le PCAS l'intéressent au plus haut point...

(1) L'attitude du PCAS est sur ce problème tout à fait comparable à l'attitude des révisionnistes israéliens qui se réclament d'un « sionisme démocratique ».

• Inde

La guerre entre le peuple et les féodaux

La campagne électorale qui se déroule à l'heure actuelle en Inde, est particulièrement meurtrière. Quatre cents personnes tuées, plus de 1500 blessés : tel est le bilan de cette période des élections aux conseils de village (Panchayat) qui se déroulaient dans l'État du Bihar (au nord-est du pays), du 24 mai au 15 juin. A plusieurs reprises, la presse a fait état de violents affrontements au cours desquels la police est intervenue, tirant sur les manifestants.

Par ailleurs, ont lieu, dans le même temps, des affrontements très violents entre les propriétaires terriens et les paysans sans-terre, entre les « intouchables » et les castes les plus pauvres.

La révolte contre les propriétaires terriens n'est pas nouvelle dans cet État, mais elle a pris une ampleur exceptionnelle lors des élections. Autour de Patna, la capitale de l'État, de grands propriétaires terriens ont été attaqués et encerclés par des paysans en armes qui contrôlent toute la région où il est conseillé à la police de ne pas s'aventurer. Ces paysans armés seraient naxalistes (marxistes-léninistes en Inde).

Un hebdomadaire de Patna rapporte qu'au cours d'un affrontement, à Bhojpur, à 50 kilomètres au sud de la capitale, l'armée avait perdu 123 hommes alors que quatre paysans naxalistes étaient tués. Malgré les appels au calme du gouvernement, de l'État, dirigé par le parti conservateur Janata, la guerre de classe se poursuit entre les paysans qui vivent dans la misère et les féodaux qui détiennent d'immenses richesses.

• Erythrée

M. Hatdeghiogis Abraha, porte-parole du Front de libération de l'Érythrée (FLE) a démenti mercredi à Rome les informations selon lesquelles son organisation aurait entamé des négociations avec les autorités cubaines pour permettre le dégagement de 4 000 soldats cubains assiégés à Asmara.

L'annonce de l'ouverture de négociations avec Cuba avait été faite mardi à Abou Dhabi par M. Mohamed Osman Aboubakr, cité par l'agence de presse des émirats comme représentant du FLE. *« M. Aboubakr,* a précisé le porte-parole, *fait partie du groupe dissident de Osman Sale Sabbe qui s'intitule « FLEFPL ». Ce groupe, pratiquement inexistant, est né en 1976 d'une scission avec le FPLE (Front populaire de libération de l'Érythrée) »,* a ajouté M. Abraha.

« Pour nous, a précisé M. Abraha, *de telles négociations sont exclues tant que les garanties de notre indépendance ne seront pas obtenues ».*

• USA

Grève des ouvriers agricoles

Un ouvrier d'origine mexicaine, Cesar Chavez, a été arrêté mardi dans la région de Yuma (dans l'Arizona), alors qu'il participait à un piquet de grève avec une trentaine de travailleurs agricoles sur un champ de melons.

Depuis le 27 mai, les ouvriers agricoles ont engagé la lutte pour des salaires décents et pour de meilleures conditions de travail, contre les propriétaires des entreprises agricoles.

Le syndicat « l'Union Farm Workers », présidé par Cesar Chavez, a appelé à cesser le travail et à organiser des piquets de grève qui ont été interdits par les autorités judiciaires.

Depuis plus d'un an, les luttes des travailleurs de l'agriculture ont pris une nouvelle ampleur et les grèves ne sont pas rares. Les paysans se sont aussi manifestés lors de la grande grève des mineurs du début de l'année, apportant matériellement un soutien important aux grévistes.

La dernière trouvaille de la société libérale giscardienne

«Que les ouvriers deviennent des capitalistes !»

Lors de sa conférence de presse mercredi dernier, Giscard a présenté la politique gouvernementale d'ouverture sous deux slogans : rendre les Français maitres de leur pays et faire participer les travailleurs aux bénéfices des entreprises par un système d'actions.

Présentées comme des nouveautés de la société libérale avancée, les mesures annoncées ne sont que des essais pour faire oublier la mainmise du capitalisme monopoliste d'État sur notre pays et l'exploitation des travailleurs qui en découle.

L'EXPLOITATION D'AUJOURD'HUI

L'exploitation capitaliste aujourd'hui n'a plus le même aspect, au niveau des apparences, qu'à la fin du 19e siècle par exemple. A cette époque, des enfants de 8 ou 10 ans travaillaient à quatre pattes dans les mines, ils tiraient des wagons de charbon.

Aujourd'hui, la lutte constante de la classe ouvrière a fait que des aspects aussi évidents de l'exploitation ont disparu. Mais d'un autre côté, le capitalisme s'est développé. Il s'est surtout concentré. Aujourd'hui, le capitalisme monopoliste d'État regroupe dans les mains de quelques individus le pouvoir d'État, le pouvoir industriel (les monopoles), le pouvoir financier (les banques).

Par exemple, un monopole comme Renault se partage avec d'autres la domination de tout le marché de l'automobile. Le patron en est l'État, lié aux banques. Cette domination exclusive des grands monopoles sur toute l'activité économique a renforcé leur puissance. Plus ils sont concentrés, plus ils sont forts.

Le fait que l'État (comme à Renault) y sort directement impliqué donne aux monopolistes un pouvoir plus grand encore pour exploiter la classe ouvrière. Telle est la réalité du capitalisme aujourd'hui. Les travailleurs en connaissent les effets : chômage, vie chère, baisse du pouvoir d'achat et, par ailleurs, augmentation des profits capitalistes.

LA RIPOSTE OUVRIERE ET LA PARADE DE GISCARD

Face à cette réalité, dans les entreprises les contradictions entre les travailleurs et l'État-patron s'accentuent.

Dans des secteurs condamnés à disparaitre parce qu'ils ne sont plus rentables aux yeux du gouvernement des monopoles, les luttes se développent. Dans les Vosges, par exemple, les travailleurs refusent de payer le plan Barre, refusent de faire les frais de la restructuration, de l'élimination des « canards boiteux ». Ils luttent avant tout contre la fermeture et les licenciements.

Par ailleurs, dans les secteurs de pointe de l'économie capitaliste, la classe ouvrière a engagé des luttes qui revêtent une importance capitale. C'est le cas des grèves de Renault et de l'arsenal de Brest. La preuve est faite que, contrairement aux dires des politiciens de droite (et de gauche), la vie n'est pas un paradis dans les secteurs nationalisés : leurs luttes pour les conditions de travail et de salaires font la une de l'actualité.

Il faut que, face à cette riposte ouvrière, le gouvernement trouve une parade. Sa parade, c'est « l'ouverture ». Il s'agit de faire croire aux ouvriers qu'ils peuvent être alliés à la direction des affaires du pays.

Les deux phrases-clés du discours de Giscard à ce sujet sont : rendre *« les Français propriétaires individuels de la France »* et procéder à *« une distribution gratuite d'actions aux travailleurs »*.

Si, comme le dit Giscard, les travailleurs pouvaient en suivant docilement la politique du gouvernement, partager le pouvoir et les profits avec la classe possédante, dans ce cas pourquoi continuer à lutter, à faire grève, à se battre ?

Le but de l'opération giscardienne est de nier l'opposition entre un gouvernement et un patronat monopoliste qui tiennent tout en mains et des travailleurs qui n'ont que leurs bras pour travailler.

Ce que Giscard ne peut nier

Les ouvriers peuvent-ils, en France aujourd'hui, participer à la répartition du profit des capitalistes par un système d'action, ou devenir propriétaires de leur sort, côte à côte avec la classe possédante ? C'est la question posée par la conférence de presse de Giscard.

Ce que Giscard propose, ce sont deux mesures permettant de mettre en pratique l'idée avancée par Barre, la veille : *« Infléchir le comportement individuel et les comportements sociaux »*.

Quels sont en effet aujourd'hui, *« les comportements individuels et les comportements sociaux »* des travailleurs ? Ils revendiquent et luttent pour leurs conditions de vie et de travail ou pour le droit au travail. C'est cela le réflexe de classe né d'une longue expérience de lutte de la classe ouvrière.

Vouloir faire croire que ces mêmes travailleurs doivent arrêter de mener des luttes et accepter la politique de concertation ou accepter les propositions giscardiennes et devenir « propriétaires de l'économie française » est une mystification. C'est impossible.

Pour posséder les usines, il faut en être les maitres. Pour devenir propriétaires de la France, il faut avoir le pouvoir d'État. Il y a déjà eu de telles propositions gouvernementales : la « participation » de De Gaulle ou la « nouvelle société » de Chaban-Delmas. Déjà les ouvriers de Renault ont eu l'occasion de devenir « actionnaires de leurs usines ». Jamais cela n'a apporté aucun résultat. Ces idées sont mortes avant d'être appliquées.

Peut-être Giscard peut-il espérer avoir une réponse positive des chefs des partis de gauche, du moins de certains d'entre eux. Rocard semble, par exemple, favorable à l'ouverture giscardienne. Mais il est loin d'avoir l'assentiment des travailleurs pour sa politique d'ouverture.

Faut-il rappeler ce qui s'est passé à Renault-Cléon ? Pendant une semaine, des ouvriers décidés à engager la lutte ont mobilisé leurs camarades de travail. Ils furent rejoints par la masse des ouvriers dans la grève et l'occupation. L'usine fut occupée. Le gouvernement envoya les CRS. De politique d'ouverture, il n'était plus question.

Pour les travailleurs de Renault, tout n'est pas gagné pour autant. A Cléon, ils n'ont pas obtenu satisfaction. Mais de tels faits sont le signe que la classe ouvrière de France refuse au fond la politique de Giscard-Barre et qu'elle s'en tient à la lutte de classe.

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste

L'URSS encore socialiste ?

QUI A LA POUVOIR EN URSS ?

Nous avons vu hier comment la paix dans le monde était menacée par les deux superpuissances, notamment l'URSS. S'il y a un point sur lequel bien des militants du PCF se posent des questions malgré les déclarations embarrassées de leur parti, c'est *« l'URSS est-elle toujours un pays socialiste ? Qui a le pouvoir en URSS ? »*.

Depuis plusieurs années déjà, la répression en URSS et dans d'autres pays de l'Est est largement dénoncée dans notre pays comme dans le monde entier. Le récent procès contre le physicien Orlov, coupable d'avoir exprimé des opinions autres que celles de Brejnev, a été l'occasion d'un puissant mouvement de protestation.

Les dirigeants du PCF eux-mêmes se sont associés à ces protestations. Le 19 mai dernier, René Andrieu écrivait dans *« L'Humanité » : « La liberté d'opinion dans un pays socialiste doit être un droit inaliénable. Et la contestation, si elle s'exerce contre le socialisme lui-même, doit être combattue par l'action politique et non par des moyens administratifs »*.

Ceci dit, il faut noter la relative discrétion des dirigeants du PCF à ce sujet. Au récent congrès de la FSM, par exemple, Séguy évoquait les « mesures répressives qui *peuvent* exister en URSS », alors qu'il est patent pour tout le monde qu'elles existent bien et qu'elles sont monnaie courante.

Mais surtout, peut-on les considérer comme de simples bavures dans un régime socialiste, c'est-à-dire dans un régime où la classe ouvrière serait au pouvoir ? L'URSS est-elle bien toujours un pays socialiste ?

Toutes les informations que nous pouvons avoir sur la répression qui frappe les « dissidents » (Plioutch, Sakharov, Medvedev, etc.) qui frappe les minorités nationales en lutte contre la « russification », qui frappe les ouvriers en lutte pour des salaires décents et contre les hausses de prix, tout cela n'indique-t-il pas que la classe ouvrière soviétique a perdu le pouvoir qu'elle avait conquis en 1917 et que c'est maintenant une « nouvelle bourgeoisie » qui exerce sa dictature sur le peuple ?

De fait, dans les usines, les ouvriers ne participent plus à la direction qui est assurée uniquement par des directeurs grassement payés par l'État et plus intéressés par leurs profits à eux que par les intérêts des travailleurs. Ces nouveaux patrons touchent d'importantes primes sur les bénéfices réalisés par l'usine et ils font trimer les ouvriers uniquement pour se remplir les poches. Les datchas (résidences secondaires), les voitures officielles mises à leur service privé, les magasins spéciaux qui leur sont réservés, tout cela rend leur situation sociale comparable à celle des PDG des entreprises nationalisées en France.

De fait aussi, tout le réseau de policiers, d'indicateurs du KGB qui a été considérablement renforcé ces dernières années est bien l'instrument d'une nouvelle classe oppressive pour surveiller, mater et réprimer les travailleurs.

De fait, les syndicats officiels se soucient si peu des conditions de vie des travailleurs que des ouvriers ont été amenés à créer des « syndicats libres » (dont l'initiateur, Klebanov, a été jeté en prison).

Tous ces faits – et beaucoup d'autres – montrent bien que l'URSS n'est plus un pays socialiste, mais un pays de dictature d'une nouvelle bourgeoisie. Et, quand on pense, par exemple, à la méthode qui consiste à jeter des opposants dans des asiles psychiatriques, peut-on caractériser cette dictature autrement que de fasciste ?

Certes, ces réalités sont dures à accepter – surtout pour les militants communistes anciens qui voyaient dans le premier pays socialiste du monde un immense espoir pour l'humanité entière. Certes, il est dur d'accepter que le pays de la Révolution d'Octobre ait pu ainsi dégénérer. Mais les faits sont là. Et c'est un principe essentiel du marxisme que de partir des faits – et non de ses désirs – et d'y rechercher la vérité.

Jean SHUBERT

Un livre à lire

L'URSS - La dégénérescence
Du socialisme au social-impérialisme

La dictature fasciste en URSS est analysée en détail dans ce livre, notamment le renforcement de l'appareil de répression contre le peuple (chapitre II) et la restauration d'une économie capitaliste (chapitre III).

188 pages. L'exemplaire : 15,50 F. Commandez-le chez votre libraire habituel.

• L'arsenal de Brest

Un mouvement puissant et unitaire

De notre envoyé spécial

L'arsenal, c'est le bastion ouvrier de Brest, la plus forte concentration ouvrière (7 000) et un passé de luttes prestigieux. Cette réputation n'est pas démentie aujourd'hui. Depuis 3 jours que la grève est déclenchée, c'est par milliers qu'ils manifestent en ville (6 000 le mercredi) tous unis autour de cette exigence : « *respecter nos décrets* ».

Les décrets en question sont ceux qui, depuis 1951, régissent le niveau des salaires des ouvriers des arsenaux. Ils sont garantis égaux à ceux de la métallurgie parisienne. Conquis de haute lutte, après un mois de grève en mars 1951, au prix même de leur sang (il y eut un mort), par les ouvriers d'État de l'arsenal de Brest, les décrets sont aujourd'hui suspendus.

En fait, il le sont déjà depuis un an – plan Barre oblige – mais Bourges, ministre de la Défense et patron des arsenaux, annonçait lundi que cette suspension était prolongée jusqu'à ce qu'intervienne le « rétablissement économique ».

DES « PRIVILEGES »

Comme le faisait remarquer un travailleur de l'Arsenal : « *On comprend mieux ce que Barre voulait dire quand, dans le Programme de Blois, il parlait de supprimer les privilèges* ». Il s'agit ni plus ni moins, de s'attaquer aux droits acquis par les travailleurs (Monory parlait récemment des avantages exorbitants des travailleurs de Manufrance qu'il fallait remettre en cause). Sans compter qu'à l'arsenal il ne s'agit pas seulement de la baisse du pouvoir d'achat mais aussi de la liquidation du statut unique d'ouvrier d'État. Comme aux PTT ou ailleurs, le système des hors-statuts est développé (ici il s'appelle « *personnel en régie directe* » et même l'intérim. Et pour couronner le tout, l'emploi lui-même serait menacé.

PUISSANT ET UNITAIRE

Lundi 12, ceux du bassin 10 sont déjà en grève, rejoints mardi par l'ensemble des travailleurs de l'arsenal, y compris ceux de l'Ile longue où sont basés les sous-marins nucléaires, y compris aussi les services de santé... tout le monde.

Étendu à tous les arsenaux, le mouvement touchait jeudi, 42 établissements industriels dépendant de la Défense nationale. Puissant et unitaire, voilà comment apparait ce mouvement. Puissant, ils sont des dizaines de milliers ; unitaire : à Brest, c'est l'unanimité dans la grève, syndiqués CGT, CFDT, FO, non-syndiqués, jeunes et anciens de la grève de 1951. Quand mardi, au cours du meeting, un responsable CGT jugea opportun dans son intervention de régler des comptes avec la CFDT, il déclencha des sifflets et des huées « division », « y en a marre », protestations qui de l'avis de témoins venaient aussi bien des militants CGT que CFDT. S'unir pour gagner, voilà ce que veulent les travailleurs.

Jeudi, dans les quartiers ouvriers de Bellevue, retentissait le même « *ce n'est qu'un début, continuons le combat* » entendu quelques jours plus tôt à Cléon. Un combat qui va être serré. Déjà planent les menaces de réquisition. Au cours de la journée de vendredi auront lieu de nombreuses discussions pour la poursuite de la lutte, pour faire céder Bourges.

Vendredi, au petit matin, cinq cents gardes mobiles sont entrés dans l'arsenal qui n'est pas occupé la nuit.

Ceux de Brest ne sont pas seuls dans la lutte. Ici, les ouvriers de l'arsenal de Cherbourg.

DE 14 à 22H
SAMEDI 17 JUIN

Salle de l'Épicerie 12, rue du Renard – Paris 4e (Métro Hôtel de Ville).

Au programme

La lutte pour le logement dans le quartier, (foyers Sonacotra, foyer Fondary, de l'Yser), la solidarité avec le peuple argentin, le nucléaire, l'écologie, la participation de radios libres, comme Radio-Bastille et la présence de camarades de Renault qui présenteront leur lutte actuelle et la projection du film « Oser lutter, oser vaincre », de Mai 68.

Avec le soutien du PCMLF, de la JCMLF, du PCRml, de l'UCJR.

ROUEN
Samedi 17 juin a 21 h
Au CINE-FRANCE- rue des Carmes

KAFR KASSEM

Film palestinien sur le massacre de Kafr-Kassem par les Israéliens
Soirée organisée par l'AMFP
(Association médicale franco-palestinienne)

Le film « Harlan County USA » de Barbara Kopple qui raconte une grève de 13 mois dans une mine américaine sera projeté :

Samedi 17 juin à 15 h
à Creutzwald (Foyer du Centre)
Samedi 17 juin à 20 h 30
à Merlebach (Centre d'animation culturelle)
Dimanche 18 juin à 15 h
à Ecrehange (Salle Mouzaia)

Après chaque séance, débat animé par le Clisact-Lorraine qui mène actuellement une enquête sur la silicose et les conditions de travail dans les mines de charbon du bassin de Lorraine.

• Euroceral-Montpellier

Des ouvriers en lutte pour de meilleures conditions de travail, contre un licenciement

Eurocéral SA : 850 employés. L'usine fabrique des tubes céramiques destinés à filtrer l'uranium des piles atomiques. (Super-Phœnix). On y travaille en 3 X 8 et 4 X 8.

Depuis décembre 1976, où quatorze travailleurs avaient été licenciés avec la bénédiction du député socialiste Frêche, rien ne bougeait. La section syndicale CFDT étant détruite par les licenciements et le chômage sévissant dans la région, on encaissait la répression, les avertissements, les mauvaises conditions de travail.

Malgré la réalité, la direction, avec son PDG François en tête (homme de gauche) s'efforce de donner une bonne image de l'entreprise, « moderne », « sociale », style IBM, tant auprès des travailleurs que de la population locale.

Mais cette image a volé en éclats. Dans la nuit du 8 au 9 juin, l'équipe de nuit débraye deux heures au frittage : la température de l'atelier approche les 40o et la chaleur est poisseuse, obligeant les gars à quitter les postes de travail. Les équipes suivantes débrayent à leur tour deux heures par poste.

Chaque équipe décide alors en assemblée générale de ne pas reprendre le travail si la température est supérieure à 30o et exige que la direction mette en place une ventilation correcte.

Le jour suivant, aucune amélioration n'est constatée. L'équipe de nuit refuse de rentrer ; les fritteurs partent alors en cortège aux fours tunnels où les conditions de travail sont pires, pour faire débrayer les camarades.

Un agent de la maitrise qui tente de s'interposer en bousculant le délégué du personnel et les camarades présents est à son tour bousculé.

La direction se saisit aussitôt de ce prétexte pour licencier un militant CGT jugé indésirable et pour casser la lutte contre les conditions de travail.

Manque de pot, au licenciement du copain, les ouvriers de tous les ateliers répondent par un appel à la grève en exigeant :

– La réintégration du camarade.

– La satisfaction des revendications propres à chaque atelier. (Il y en a tellement qu'il est impossible de les enumérer ici. A titre d'exemple, à l'atelier du filage, le sol est une véritable nappe d'huile ; jeudi 8, un gars a dérappé et s'y est cassé les reins).

Jusqu'à aujourd'hui, mardi 13, la direction a maintenu le licenciement et a refusé l'amélioration de la ventilation (« Ça revient trop cher », « Ça vaut pas la coup pour deux ou trois mois de l'année »).

Il est clair pour tous qu'elle compte sur la démobilisation.

Aussi les travailleurs ont affirmé avec colère en assemblée générale :

– Puisque la direction maintient sa position : on maintient la nôtre : réintégration du camarade licencié, parce que si on tolère un seul licenciement, c'est la porte ouverte au licenciement de n'importe lequel d'entre nous pour n'importe quel motif.

– La lutte pour la réintégration de notre camarade est la même que celle pour de meilleures conditions de travail.

– Pour faire échec au patron, restons mobilisés, travailleurs syndiqués et non-syndiqués, organisons-nous !

C'est sur ces bases qu'ils entendent poursuivre la lutte et se donner des moyens plus durs pour faire plier la direction.

Correspondant HR

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :
L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (*« L'État et la révolution »* de Lénine, etc.): Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre *«Dix syndicalistes en Chine »* ou *« Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 »* écrit par Jacques Jurquet.

•PCUK -Yvours

Quand les monopoles se partagent le gâteau, ce sont les travailleurs qui trinquent

Située près du barrage de Pierre-Bénite (agglomération lyonnaise), l'usine PCUK d'Yvours est menacée de fermeture le 30 juillet.

Cette mesure prise par la direction du groupe est dans la droite ligne d'une politique de « redéploiement » suivie par ce trust depuis 1972, politique qui consiste à délimiter « les frontières » avec des trusts concurrents. En d'autres termes, PCUK abandonne à d'autres trusts la part du marché qu'il occupe très minoritairement pour certaines fabrications, en échange de quoi il compte se renforcer sur des productions où il est en position de force.

Bien entendu, cette redistribution des cartes fait la part belle aux monopoles concernés. En revanche, elle se traduit par la fermeture de nombreuses usines et ateliers, avec le cortège de licenciements qui s'ensuit.

FERMETURE D'USINES

Qu'on en juge :

Depuis 1972, PCUK a fermé successivement les usines de Huninge (80 travailleurs), Saint-Denis (500), les ateliers de chrome de Wattrelos (200), les labos à Saint-Denis (90), le CERP de Joinville (20) ainsi que de nombreux ateliers à Loos, Villers-Saint-Paul, La Madeleine, Aubervilliers...

Alors que PCUK absorbait parallèlement les usines de Harnes, Villers-Saint-Sépulcre et Plastimer, les effectifs qui auraient dû être augmentés de plus de 1 000 travailleurs sont passés de 18 000 à 17 000 soit, en fait, plus de 2 000 suppressions d'emplois qui ne sont que des licenciements déguisés.

Le 10 mai, PCUK a annoncé la fermeture de l'atelier d'acrylonitrile à l'usine Yvours, à Pierre-Bénite, soit 250 suppressions d'emplois. Dans le prochain lot, figure l'atelier de cyanure de l'usine d'Yvours. C'est donc à terme la fermeture complète de l'usine qui est prévue.

Il y a deux ans, dans le bulletin d'entreprise « Oser lutter » du PCMLF, nos camarades avaient déjà annoncé la volonté de PCUK de fermer l'usine d'Yvours. Sans doute, cette décision a été retardée pour des raisons électorales, mais les élections passées, PCUK passe aux actes avec l'appui du gouvernement Giscard-Barre.

ENTRE MONOPOLES

Du Fretay, PDG des Produits chimiques Ugine-Kuhlmann (PCUK) déclarait, le 10 mai : *« Il faut avoir la lucidité et le courage d'arrêter le plus tôt possible les activités condamnées »*. Il s'agit, en réalité, d'un partage de marché, négocié entre CDF-chimie (Charbonnages de France), entreprise nationalisée, et PCUK. CDF-chimie possède une filiale Norsolor qui fabrique, comme l'usine d'Yvours, de l'acrylonitrile.

CDF va donc hériter du marché de l'acrylonitrile, sans pour autant procéder à des embauches. En somme, c'est tout bénéfice pour CDF. Mais, comme entre gens du beau monde, on ne donne rien sans rien, CDF renvoie l'ascenseur à PCUK en lui cédant son secteur « phtalate ».

POUR LE PROFIT MAXIMUM

Toute cette redistribution entre monopoles capitalistes obéit à la loi du profit maximum. Rationalisation et rentabilité avec au passage « dégraissage » d'effectifs, voilà la réalité. Ce sont ces opérations qui permettent à PUK d'annoncer des profits en hausse de 174 % pour l'année 1977 !

Voilà comment les travailleurs font les frais d'une entente entre monopoles, pour le plus grand profit de ces derniers.

Le silence du gouvernement (n'oublions pas que CDF est une entreprise « publique ») est révélateur de l'appui qu'il apporte aux monopoles capitalistes dans cette affaire. La démagogie au coin du feu est laissée au vestiaire, maintenant c'est l'attaque en règle. Après Terrin, Boussac, c'est le tour du PCUK.

RÉALISER L'UNITÉ DE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIERE

Dans un communiqué, la cellule Pierre Sémard du PCMLF déclare :

« Il est certain aujourd'hui que la fermeture des fabrications à Yvours était inscrite à terme au programme de PCUK. L'achat du marché par CDF entrainant la fermeture de l'acrylonitrile risque fort de se reproduire dans peu de temps pour les cyanures avec Rhône-Poulenc.

» Ce que recherche PCUK aujourd'hui, c'est le maximum de licenciements et, pour les quelques mutations, opérer des déqualifications, des pertes de salaires, d'avantages, contraindre au déracinement familial, afin que les travailleurs mutés soient poussés au départ volontaire : 70 % des mutés de Wattrelos ont quitté la société.

» Pour appliquer son cynique projet, la direction a besoin de la désunion, de la débandade des travailleurs. Elle cherche par les mutations qu'elle agite comme une carotte à développer le réflexe individualiste "chacun pour soi et Dieu pour tous".

» Face à cette offensive pernicieuse, les travailleurs sauront renforcer leur unité en faisant bloc, comme en démystifiant le contenu même des mutations.

» Il serait, en effet, très dangereux d'accepter de déplacer la lutte sur le terrain piégé des mutations.

» D'une part, ce serait de fait accepter la liquidation des travailleurs sur le site, d'autre part ce serait se placer sur un terrain où la direction a toutes les cartes en main, car c'est elle et elle seule qui déterminera combien, qui, où et dans quelles conditions s'effectueront les mutations. Ce serait accepter la division entre ceux qui se croient casés et ceux qui restent sur le carreau, ce serait accepter l'effritement dès le départ du rapport de force et se mettre à la merci de PCUK. ».

Et la déclaration conclut :

« Seule l'unité et la détermination des travailleurs dans la lutte pour le maintien de l'emploi sur le site peut faire échouer le projet cynique de PCUK.

» Cette lutte sera longue et dure, nécessitera une unité à toute épreuve, mais c'est la seule issue possible ».

AU NIVEAU DE TOUT LE TRUST

Réaliser l'unité de combat de la classe ouvrière, tel est bien le but des marxistes-léninistes, non pas comme un but en soi, mais comme un moyen de vaincre aujourd'hui pour les revendications et demain pour le socialisme.

A Wattrelos, il y a quelques années, les ouvriers avaient mené la lutte.

Mais l'unité ne peut pas se limiter à l'unité des travailleurs d'Yvours. Face à une politique de redéploiement *d'ensemble* de PUK, c'est une riposte *d'ensemble* de tous les travailleurs du trust qui est nécessaire.

PUK a de nombreuses usines dans la région Rhône-Alpes, tant dans la métallurgie que dans la chimie. Développer la solidarité et l'unité de classe, telle est la tâche de l'heure. Cela est d'autant plus nécessaire que la tentative de liquidation de PCUK-Yvours n'est qu'une étape dans un projet plus vaste.

En effet, toujours dans la chimie, PCUK possède une usine à Brignoud, sur l'axe Grenoble-Chambéry, le long du massif de Belledonne. Elle emploie 300 salariés qui produisent principalement du chlorure de polyvinyle. Bien des ateliers ne tournent qu'à 50 % de leur capacité ; on emploie les travailleurs au nettoyage ou à l'emballage. Mauvais signe... La direction est allée jusqu'à faire faucher l'herbe et planter des arbustes aux alentours de l'usine ! Il n'y a plus d'investissements, c'est ce que P. Jouven (président d'honneur de PUK) appelle *« procéder de temps en temps à des désinvestissements amenant le groupe à se séparer d'une partie de son personnel »*.

Fin 1977, la direction a fait chômer du 24 décembre au 2 janvier. L'inquiétude est grande à Brignoud. Aussi l'action solidaire avec Yvours est-elle d'autant plus nécessaire.

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS

A Jarréé, sur la route de Vizille, PCUK exploite plus de 1 500 travailleurs. L'usine produit du chlore, de la paraffine, des pierres synthétiques, de la soude, de la javel, du diphényle, du DDT, du combustible nucléaire (zirconium).

L'inquiétude, quant à l'avenir, n'y est pas moins réelle : bon nombre d'ateliers tournent à 50 %. De même qu'à Brignoud, certaines activités, notamment le chlorure de vinyle, pourraient être concentrées sur Fos.

Quelques projets d'investissement, dont un pipe-line ont été abandonnés ; là aussi mauvais signe...

Le 17 mai, 24 heures de grève ont été faites en soutien à Yvours.

Mais sans doute, une action plus résolue est-elle nécessaire.

PCUK est une immense pieuvre avec plus de 240 sociétés qui sont autant de tentacules. Pour faire céder PCUK, *la solidarité et l'unité de classe les plus étroites sont indispensables. Frapper tous ensemble et en même temps, dans l'unité*, telle est l'issue. C'est à cela que s'emploie le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Cela est rendu d'autant plus nécessaire que, derrière le paravent de négociation et d'ouverture sociale, le gouvernement et le patronat se lancent dans une offensive brutale. Mettre en échec le plan Barre numéro 3, est une nécessité vitale pour les travailleurs.

Lutter dans l'unité c'est aussi la seule voie pour sortir de l'impasse des partis de gauche et de la politique du tapis vert des directions syndicales qui, par leur participation à des mascarades de négociations, non seulement cautionnent la pseudo-politique d'ouverture du gouvernement Giscard-Barre, mais plus grave encore, désorientent, désarment et démobilisent les travailleurs.

Unité et solidarité de classe et de combat de tous les travailleurs de PUK (chimie et métallurgie) ! Tous ensemble et en même temps ! C'est la voie de la victoire !

• ICE-Paris

Grève de 90% du personnel

L'ICE (Industrielle de contrôle des équipements) fabrique des relais électroniques, coffrets et éléments de protection de réseau et pour les centrales. L'usine de la rue Crozatier dans le 12e emploie 150 personnes, celles d'Alfortville et Montreuil, 100 à elles deux. L'ensemble travaille pour l'EDF.

Depuis le mardi 13, les usines de la rue Crozatier et d'Alfortville sont en grève, à 90 % pour :

– 380 F pour tous.

– La 5e semaine de congés payés.

– Les libertés syndicales et individuelles pas de restriction ni motif pour les bons de sortie.

– Des journées pour enfants malades.

– Prime de transport.

– Heures de grève payées.

Les salaires sont très bas. Ainsi, une ouvrière (il y a une majorité de femmes) gagne 2 040 F pour quarante heures après quatre ans de maison. Une autre, P 1 depuis dix ans : 2 300 F ! Un P 3 ayant quatorze ans de boite, 2 800 F !

Cette grève déclenchée à l'appel des syndicats de l'entreprise est la première à être suivie d'une façon aussi massive.

MEETING
Dimanche 18 juin de 16 à 23 h
Salle de la Halle aux Sucres
Rue des Archives – Vieux-Lille (Lille)

Montage diapos et débats sur la Chine et Mai 1968
Exposition – Stands
Nouveau spectacle de la Chorale
« La Lyre des travailleurs »
Intervention
des communistes marxistes-léninistes de France
– Livres, buffet, garderie –
A partir de 20 h 30 : soirée dansante

Télévision

SAMEDI 17 JUIN

– A 18 h SUR A 2 – Ce jour-là, j'en témoigne : No 10 : automne-hiver 1943.

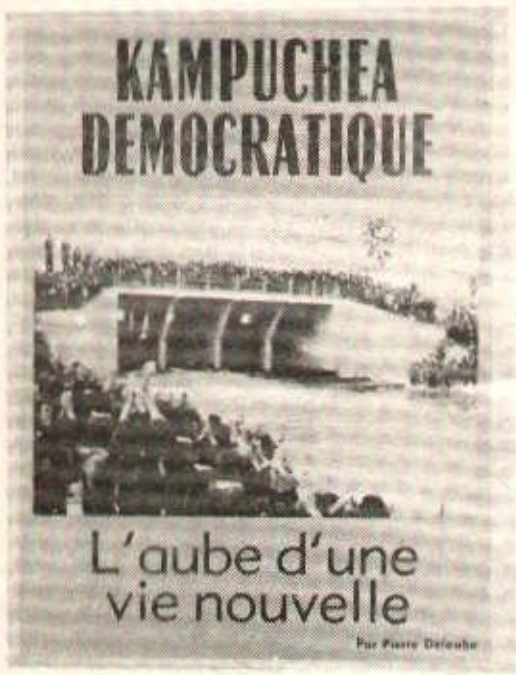
Suite de la série de 13 émissions faites à partir de documents et de témoignages. La présente émission aborde une période importante marquée par le reflux des armées hitlériennes sur tous les fronts, l'essor de la Résistance et le renforcement de la répression. C'est à cette époque que les nazis ont organisé le grand procès du groupe de travailleurs immigrés résistants de Manouchian.

MARDI 20 JUIN

– A 15 h sur A 2 – Question de temps : le Cambodge :

Rediffusion de l'émission « Spécial Cambodge » présentée le 19 avril dernier avec présentation du film réalisé par le journaliste yougoslave, Nicolas Vitorovitch. Le film est intéressant. Quant au débat qui le suit, c'est une manifestation anticambodgienne où se déchaîne la fureur anticommuniste des nostalgiques de Lon-Nol (voir HR No 874 du 21 avril, page 3).

Opposons-nous efficacement à la campagne haineuse de la bourgeoisie contre le Kampuchea. Diffusons largement la brochure :
« KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE »
L'aube d'une vie nouvelle
Passez vos commandes et libellez vos chéques à APN-Éditions – BP 279 – 75866 Paris (Cedex 18)



– A 20 h 45 sur A 2 – Les dossiers de l'écran : 12 jours pour entrer dans l'histoire :

Film réalisé d'après les mémoires de guerre du général De Gaulle et retraçant les douze journées de juin 1940 pendant lesquelles *« il est entré dans l'histoire »*.

Débat : l'Homme du 18 juin avec la participation de Jacques Vendroux, Gaston Palewski, Geoffroy de Courcel, Pierre Lefranc qui furent des familiers ou des proches collaborateurs du général De Gaulle. Cette émission ne manquera certainement pas d'intérêt.

MERCREDI 21 JUIN

– A 20 h 40 sur A 3 : Question de temps : l'Espagne.

L'ambition de la direction de l'information d'A 2 est de nous montrer comment on vit dans cette Espagne nouvelle de l'après-franquisme. Pour ce faire, elle nous présente une série de reportages : portrait d'une ville (Barcelone), portrait d'un village, être femme en Espagne, la prison de Carabancel, carte blanche à Arrabal (reportage sur l'Espagne actuelle du réalisateur Arrabal).

« Télérama » présente ainsi cette émission : *« L'Espagne a démontré que l'on peut, dès qu'on le veut, substituer un régime de libertés à la dictature »*, laissant entendre qu'il suffisait que Franco disparaisse pour que tout devienne possible. Le projet des auteurs de cette émission est sans nul doute de nous montrer que la démocratie bourgeoise est en train de réaliser ce que les révolutionnaires espagnols n'ont pas pu faire.

VENDREDI 23 JUIN

– A 21 h 40 sur A 2 – Apostrophes : Génétique et hérédité.

Pour cette émission, Bernard Pivot a sélectionné quelques ouvrages traitant des problèmes de l'hérédité, de l'intelligence et de la génétique. Les débats risquent d'être riches en affrontements entre ceux qui considèrent que les inégalités sont d'origine biologique et héréditaires et ceux qui, au contraire, pensent que ces théories pseudo-scientifiques servent de caution à toutes les idéologies réactionnaires.

Informations générales

• Centre universitaire d'Antony

Les étudiants ripostent à la fermeture du restaurant

L'administration du centre universitaire d'Antony, dans la banlieue parisienne, avait pris la décision de fermer le restaurant universitaire le 11 juin 1978.

A la suite de cette décision, les organisations syndicales de la Cité décident alors de se regrouper en comité de lutte. Après une assemblée générale et après une enquête auprès de tous les résidents, l'occupation des locaux administratifs débute le 7 juin.

L'administration ne plie pas pour autant, elle ferme le restaurant universitaire, ne distribue plus le courrier et exerce une surveillance policière.

D'un commun accord, les étudiants occupent, en plus des locaux administratifs, le restaurant universitaire.

La direction exige l'évacuation des locaux, sinon elle menace de mettre en « congé » tout le personnel. Les étudiants rejettent cet ultimatum. Le personnel est alors *« mis en congé »* et diverses prestations sont suspendues.

Malgré toutes ces intimidations, la détermination des résidents est si profonde que l'administration est obligée d'entamer des contacts téléphoniques le 12 juin et de reconnaître le comité de lutte. Cependant, elle exige l'évacuation des locaux.

L'assemblée générale du lundi soir 11 juin réaffirme ses positions :

– Discussion entre le CROUS * et le comité de lutte regroupant les syndicats de la Cité universitaire.

– Discussion dans l'enceinte de la cité ;

– Poursuite de l'occupation des locaux administratifs et du restaurant universitaire.

Le 13 juin avaient lieu une manifestation et un meeting au cours duquel le comité de lutte a expliqué que la fermeture du restaurant universitaire appartenait à une série de mesures répressives, comme la fermeture d'un pavillon de 350 chambres, de nombreuses salles de réunion, l'insuffisance des crèches, refus de dossier d'admission à la Cité universitaire.

Le comité de lutte appelle les résidents à renforcer l'occupation, exige l'ouverture immédiate du restaurant universitaire, exige que le directeur discute sans préalable avec le comité de lutte, l'authentique représentant des résidents en lutte, appelle à l'unité de lutte des étudiants français et étrangers.

** CROUS : Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.*

Interné depuis 9 mois en hôpital psychiatrique pour s'être opposé au remembrement

Dans la commune de Trébivan en Bretagne, depuis dix ans, le remembrement a suscité chez une partie des paysans une opposition ferme et de longue durée. En effet, il permet souvent aux gros de s'accaparer un peu plus de bonnes terres et appauvrit les petits. Pour tenter de réduire l'opposiiton de certains paysans hostiles au remembrement, la municipalité a fait interner l'un d'eux dans un asile psychiatrique.

Dans la commune, la municipalité qui, soit dit en passant, est dirigée par le PCF, est très favorable au remembrement. Elle est aussi très hostile aux opposants. Parmi ceux-ci, Gildas Le Coënt, 26 ans. Gildas fait du bruit. Il ne se laisse pas faire. Le 29 septembre, jour où la municipalité a décidé de détruire au bulldozer la petite plantation de pommiers qu'il avait faite sur une petite parcelle appartenant à son pére et dont le remembrement le privait, deux gendarmes étaient là.

Corentine Guillou s'est, elle aussi, opposée au remembrement en menant avec sa famille une grève de la faim.

On craint en effet les réactions de Gildas qui ne veut pas se séparer de même que son père, de cette parcelle. Ce jour-là rien ne s'est passé pourtant.

Et pourtant le même jour, Gildas était convoqué à 13 h 30 à la gendarmerie de Mael-Carhaix. Là il est attendu par un médecin du village et par des infirmier venus avec une ambulance de l'hôpital psychiatrique de Plougernevel, où il est conduit aussitôt. Depuis il y est enfermé et subit l'injection de doses massives de neuroleptiques. Le diagnostic émis par le docteur est *« troubles du comportement qui l'ont conduit à s'opposer à des opérations de remembrement dans le cadre de difficultés inhérentes à toute une commune. »*

A ce compte-là n'importe quel gréviste pourrait lui aussi être enfermé dans un asile.

Il faut dire que le pouvoir des maires, préfets et commissaires de police leur confere le privilege exorbitant de pouvoir faire interner n'importe qui, avec l'accord d'un médecin.

Un comité de soutien s'est constitué pour faire sortir Gildas de l'asile. Le Groupe Information Asile et le Collectif de soutien à Heide Kempe y participent.

Le cas de Gildas n'est pas isolé. De nombreuses personnes en sont victimes. Par exemple, un professeur de mathématiques, Monsieur Blac Lapierre, avait été interné durant 11 ans dans un hôpital psychiatrique à la suite d'une erreur d'identité. Une simple dénonciation suffit pour faire interner quelqu'un, surtout s'il dérange ou s'il s'oppose à quelque injustice. Une loi qui date de 1838 permet tous les abus en ce domaine. C'est sur elle que s'est appuyée la municipalité de Trébivan.

Le tribunal de Guingamp a ordonné une contre-expertise dont dépend du point de vue juridique la libération de Gildas.

• Paris

UN CONTRE-MUNDIAL

Le samedi 17 juin 1978, de 18 h à 24 h au Théâtre du Nord Parisien, 16 rue Georges Agutte, 18e, Metro Guy Mocquet.

Le programme de ce « Contre Mundial » permettra deux débats :

– D'une part, la situation présente en Argentine, et les actions à entreprendre contre la répression.

– D'autre part, la conception du sport populaire et le rôle joué par l'institution sportive internationale

• Lyon

Au Cinématographe, 44, cours Suchet-Lyon 2e derrière Perrache.

Vendredi 23 juin, 20 h 30, entrée gratuite.

Plusieurs librairies lyonnaises organisent une soirée-débat avec Alain Delale de l'équipe du « Peuple Français » (revue d'histoire populaire) et co-auteur du livre :

LA FRANCE DE MAI 68

La soirée commencera par la projection d'un film sur Mai 68, le débat portera sur :

– Le mouvement gréviste du printemps 1968.
– La commune étudiante.
– Les grèves ouvriéres de la région lyonnaise.
– Les grandes grèves du mouvement ouvrier français.

VOUS ETES CORDIALEMENT INVITÉS

Soirée organisée par les librairies : Le Soleil, la Force du Livre, Librairie Populaire.

La Librairie Populaire organise une expo-photo sur Mai 68, du 12 au 23 juin.

Dossier

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine

Au palais des pionniers de Shanghaï

Des activités ouvertes sur la vie

Il n'y a pas que dans les palais de pionniers que les enfants sont en contact avec la vie. Ici, une imprimerie liée à une école.

Parlez avec quelqu'un qui a visité la Chine : une chose reviendra à coup sûr dans son récit: «Ah, les enfants chinois !». Nous n'avons pas échappé au charme.

Notre visite dans un des palais de pionniers de Shanghaï nous a permis de comprendre mieux la raison.

Il faut dire que notre arrivée dans cette grande maison réservée aux enfants nous impressionna fortement. A peine entrés dans la cour, nous sommes accueillis par une nuée d'enfants, tous plus joyeux les uns que les autres, des bouquets de fleurs dans les bras. Chacun de nous est pris gentiment par la main et conduit à l'intérieur. Pendant toute la visite, il ne fut d'ailleurs pas question pour nous de lâcher ces petites mains qui nous serraient bien fort.

Après une présentation du palais, nous nous sommes promenés dans les différents ateliers qui le composent.

Les activités peuvent être séparées en deux genres, mais la même importance n'est pas accordée à chacune : des activités principalement récréatives et des activités principalement tournées vers un apprentissage.

LES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES

Au gré de notre visite, nous rencontrerons de joyeux petits lurons, malicieux mais disciplinés. Les uns jouent au ballon, d'autres s'amusent au stand de tir, d'autres encore essayent, à l'aide d'une roue qu'il faut tourner le plus vite et le plus longtemps possible, de faire avancer un électricien en bois sur un fil. Bien sûr, c'est à celui qui arrivera le premier !

Ces activités sont principalement des activités de détente et elles peuvent toucher beaucoup d'enfants. Mais elles ont aussi un caractère éducatif. D'abord, parce que les jeux sont presque toujours collectifs, ils demandent donc une certaine discipline pour ne pas gêner les copains : les réactions individuelles sont moins prononcées quand on est dix à jouer au ballon que quand on est seul avec ses petites bagnoles.

Sur le plan physique, ces jeux développent des qualités : adresse, force, rapidité.

LES ACTIVITÉS PLUS SPÉCIALISÉES

Mais le palais se fixe pour objectif de former de plus en plus d'enfants dans différentes spécialités, avec un niveau toujours meilleur.

Nous avons été vraiment stupéfaits du niveau remarquable atteint dans les ateliers : dans les ateliers mécaniques, des enfants de dix ans fabriquaient des modèles réduits d'avions ou de bateaux, des transistors, des circuits électriques... (et tout ça, ça marche !).

Parmi les groupes artistiques, nous avons été surtout ébahis par le groupe de peinture traditionnelle : chaque enfant (10,12 ans) dessinait sans modèle, un motif selon les règles de la peinture traditionnelle : depuis les courses de chevaux, en passant par la séance d'acupuncture, jusqu'à la rose rouge aux couleurs savamment dégradées.

Citons encore le cours de récitation, le piano, l'orchestre traditionnel, et aussi la danse, avec ses gestes si gracieux qui semblent le lot de tous les enfants chinois. Il y avait aussi le cours de secourisme donnant les premières notions de médecine.

Après la visite, nous avons discuté avec quelques responsables du palais.

Q : Quel est l'objectif général de toutes ces activités ?

– L'objectif est de former les jeunes sur le plan moral, idéologique et culturel. Pour cela, nous organisons des activités de masse comme des séances de cinéma ou des débats avec de ouvriers et des paysans qui viennent parler aux enfants de Taking et de Tatchaï. Les enfants vont visiter des usines, des unités de recherche scientifique, etc.

Mais nous développons surtout les ateliers techniques, scientifiques et artistiques. Car nous voulons élever le niveau qui est trop bas. Les enfants choisissent leur activité préférée et viennt régulièrement deux fois par semaine de 15 h 30 à 17 h 30. Environ 1 200 enfants du quartier suivent les activités des ateliers techniques et artistiques.

Q : Quelles différences avec la politique suivie par les partisans de la bande des Quatre ?

– La bande des Quatre voyaient exclusivement l'aspect « popularisation ». Mais le niveau technique et scientifique baissait de plus en plus. Ils considéraient le palais uniquement comme un lieu de distraction. Les enfants ne faisaient que passer.

Pour nous, nous voulons, bien sûr, que les activités touchent le plus grand nombre d'enfants mais il faut élever le niveau, il faut que les enfants acquièrent des connaissances culturelles, scientifiques, etc. Par exemple, le modèle réduit d'avion que nous faisions avant, était trop petit. Aujourd'hui, nous nous sommes lancés dans la construction d'un avion téléguidé plus puissant qui pourra même servir dans l'agriculture pour épandre des engrais.

Évidemment, la ligne des Quatre a pu tromper bien des gens. C'est tellement séduisant, tellement « révolutionnaire » en apparence de décréter que tous les enfants doivent venir au palais. Mais en fait, quand on voit ce qui s'est réellement passé, on comprend mieux en quoi cette position est au fond réactionnaire : bien sûr, beaucoup d'enfants venaient au palais, mais ils n'y apprenaient rien ou presque. Ils ne faisaient que passer, ou bien se contentaient de parties de ballon. Mais si c'est pour jouer au ballon, autant rester dans les parcs ou sur les terrains de sport. Pas la peine de mobiliser tout un encadrement pour organiser une partie de foot ! D'ailleurs, les ateliers ne fonctionnaient pratiquement plus.

L'orchestre de musique traditionnelle.

En fait, cette façon de voir les activités revenaient à opposer la quantité d'enfants à la qualité de leur formation, au détriment de cette dernière, bien entendu. Les aptitudes de chacun étaient laissées de côté, pas du tout cultivées.

Aujourd'hui, c'est différent. Il ne s'agit pas bien sûr de créer une élite coupée du peuple, mais de faire avancer de pair le caractère de masse des activités avec un niveau toujours meilleur, s'appuyant sur les goûts personnels et les aptitudes de chacun.

DÉVELOPPER LES ACQUIS DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION

Il faut souligner aussi que cette orientation est dans la droite ligne des meilleures traditions instaurées pendant la Révolution culturelle, dans le domaine de l'éducation. En effet, tout cet apprentissage est directement en prise sur la vie.

Par exemple, quand les enfants créent de petits avions utiles pour l'agriculture, leur enthousiasme et leur esprit de création prennent une dimension concrète. Ils vont discuter avec les paysans, savent ce qu'ils veulent, à quoi va servir l'avion, etc. Ils voient ainsi la finalité de leurs activités et apprennent aussi à mieux connaître la vie des paysans.

Tous les acquis très importants de la Révolution culturelle sur un enseignement ouvert sur la vie, un enseignement au service du peuple, un enseignement lié au travail et aux luttes des hommes, sont remis à l'honneur et développés.

Des enfants de 10, 12 ans apprennent ainsi concrètement que même leurs loisirs peuvent aider le peuple. Tous les enfants du monde aiment bricoler mais quand en plus, ça peut servir, alors quelle joie de créer !

Comme on le voit, rien de commun avec les thèses de ceux qui prétendent qu'en Chine, aujourd'hui, on met de côté la révolution. Cultiver chez des enfants l'amour du peuple, en donnant la possibilité concrète de le servir, n'est-ce pas un aspect très important de la formation révolutionnaire de la jeunesse ? Cette jeunesse qui devra prendre la relève de la révolution chinoise et faire de la Chine un pays socialiste avancé dans tous les domaines.

Claude LIRIA

Une scène de danse qui représente la lutte entre deux crabes et les perles menacées d'être avalées par eux (les deux supergrands contre les peuples du monde).

Note :
Tatchaï : unité modèle dans l'agriculture.
Taking : champ pétrolifère modèle.

EN DÉCEMBRE 1976 APRES LA MORT DE MAO TSÉ-TOUNG UNE DÉLÉGATION DE COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DIRIGÉE PAR JACQUES JURQUET SE RENDAIT EN CHINE

Le récit de voyage est toujours disponible sous forme de brochure

«La Chine reste rouge»

Prix 5F

Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre d'APN-Éditions BP 279 75 866 PARIS Cédex 18

• Rufa

Caen : 545 ouvriers en grève dans le bâtiment

C'est une grosse entreprise de bâtiment et de travaux publics qui a le monopole des chantiers sur la Basse-Normandie. 545 ouvriers, en majorité immigrés, principalement Turcs et Portugais, se sont mis en grève pour leurs salaires et leurs conditions de travail. Par exemple, dans l'atelier de préfabrication où s'effectue le travail le plus dur, les salaires sont de 2 200 F à 2 600 F nets pour 50 heures par semaine.

La nouvelle section CFDT qui vient de s'implanter mène la lutte. La section CGT, présente depuis pas mal de temps, était peu combative. Dans cette grève, l'unité Français-immigrés est mise en avant, comme en témoignent les banderoles : « *Tous unis, nous vaincrons* », « *Rufa, augmentation pour tous, pas de différence* », « *Turcs, Portugais ou Français, tous pareils* ».

C'est la première grève dans l'entreprise depuis 40 ans. La grève est totale au dépôt et à la préfabrication. De ce fait, l'approvisionnement des chantiers est bloqué et le patron a consenti à accorder des miettes : 50 centimes l'heure pour tous. La réponse des travailleurs, très déterminés, est l'organisation d'un piquet de grève nuit et jour pour obtenir la satisfaction des revendications :

– 200 F pour tous
– 2 500 F mensuels au moins pour un OS pour 45 h par semaine.

Correspondant Caen

A PROPOS DE LA PRÉSENCE IMPÉRIALISTE EN AFRIQUE

Lors d'une visite en Arabie Saoudite, le président de la Guinée (Conakry), Sékou Touré, a réaffirmé mercredi la nécessité de mettre fin à la présence militaire étrangère en Afrique et de résoudre les problèmes intéressant le continent africain à travers l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Il a, par ailleurs, indiqué que les « *divergences qui opposent certains pays d'Afrique sont toujours exploitées par des grandes puissances, dont les intérêts coïncident notamment avec ceux des parties en conflit* ».

A propos du Moyen-Orient, le président Sékou Touré a souligné la nécessité de l'union entre tous les pays arabes sur une base minimum de coopération afin d'arriver à la victoire.

De plus en plus nombreuses sont les voix africaines qui s'élèvent contre l'ingérence des grandes puissances impérialistes dans les affaires de leur continent, prônent le règlement de leurs problèmes par les Africains eux-mêmes.

UN SOUTIEN IMPORTANT POUR L'OLP

Le président lybien Kadhafi a proposé de mettre à la disposition de l'OLP « *un crédit illimité avec un premier versement de 40 millions de dollars pour financer les opérations de lutte armée dans les territoires arabes occupés* ».

Cette proposition a été faite lors de la dernière rencontre avec les dirigeants de l'OLP dont Yasser Arafat. Cette mesure, si elle se confirme, constituera une aide importante à la révolution palestinienne. Elle est aussi un exemple de la solidarité que rencontre le peuple palestinien dans sa lutte contre l'ennemi sioniste, Israël.

AUX SUPERPUISSANCES DE COMMENCER !

L'URSS et les USA s'emploient à crier haut et fort à la non-prolifération de l'armement nucléaire et exigent des autres pays qu'ils signent un engagement sur la non-prolifération nucléaire et sur l'autorisation de surveillance des installations nucléaires dans ces pays.

Autrement dit, les USA et l'URSS entendent poursuivre leur course aux armements tout en voulant interdire aux autres pays de posséder les armes pour se défendre et particulièrement aux pays du tiers monde.

Les USA ont demandé au gouvernement indien de signer cet engagement. A cela, le Premier ministre indien, Desaï, a répondu en substance : grandes puissances, commencez d'abord, nous, on verra ensuite. C'est pourquoi il a refusé de signer cet engagement, quelles que soient les conséquences qui en découlent.

La politique militaire française

« Détente » et missiles

Lors du débat sur la défense nationale à l'Assemblée, Yvon Bourges a redéfini la priorité que donne le gouvernement à l'armement nucléaire, il a souligné la volonté gouvernementale de développer la marine nationale dans ce sens. L'optique est de faire face à une agression.

Mercredi dernier, Giscard d'Etaing s'était efforcé de montrer qu'il y avait maintien de la « détente » dans le monde, malgré les ingérences russes en Afrique. Il avait aussi révélé l'envoi d'une lettre à Brejnev et souligné que les relations de la France avec l'URSS gardaient un « *caractère très positif* », tout en condamnant par allusion l'intervention russe au Zaïre.

Autant de positions pour le moins conciliables.

Bourges : priorité à l'armement nucléaire

La politique de défense nationale du gouvernement repose, selon Bourges, ministre de la Défense sur les deux principes du caractère national et de l'indépendance de l'armement français.

La priorité du gouvernement reste l'armement nucléaire. Cette priorité est clairement définie pour répondre à l'éventualité d'une agression étrangère. Ce que Bourges espère c'est qu'aucune puissance étrangère ne se lancerait dans une attaque contre la France, vu la puissance de l'armement nucléaire national.

Il est ainsi prévu la création de missiles sol-sol légers et mobiles, de missiles de croisière épousant le relief du sol, de fusées unidimentionnelles air-sol allant jusqu'à 900 km.

La Marine nationale sera développée et « nucléarisée » : création de navires rapides munis de missiles et dotés d'équipements électroniques, ouverture d'une nouvelle série de sous-marins nucléaires lance-engins, plus perfectionnés.

Il est dangereux que toute la défense nationale d'un pays repose principalement surquelques missiles aussi perfectionnés et aussi nombreux soient-ils. L'éventualité d'une agression contre l'Europe n'est pas à rejeter aujourd'hui, surtout si l'on considère l'énorme potentiel militaire russe concentré aux frontières de l'Europe de l'Ouest. Or ce potentiel est avant tout conventionnel : chars, troupes, etc. Or qu'en est-il de l'armée conventionnelle française ?

Il y a bien eu une réforme de l'armée de terre. Mais elle ne répond pas non plus à la présence des troupes énormes et agressives de Moscou aux portes de l'Europe. Elles ont été « *mieux réparties désormais sur l'ensemble de notre territoire* ». Elles étaient avant plus concentrées à la frontière est.

Bien que Bourges s'en défende, il s'agirait plutôt de répartir l'armée partout pour « *assurer un quadrillage politique du territoire* ».

En une période de crise sociale plus aigüe, l'armée de terre serait mieux à même de jouer son rôle de répression des travailleurs.

Giscard : appeller un chat un chat

Si Bourges présente, au nom du gouvernement, un budget de la défense basé sur l'éventualité d'une agression contre la France, Giscard tient, au nom du même gouvernement, un discours qui fait l'éloge de la « *détente* ».

Il faudrait appeler un chat un chat : ou il y a « détente », ou il y a risque d'agression et de guerre et il faut s'y préparer. Bien des faits prouvent qu'il n'y a pas « *détente* » et Giscard sème de graves illusions en proclamant : « *La détente remonte maintenant à 12 ans (...). Il n'y a pas d'alternative à la détente* ».

Une des preuves qu'il n'y a pas détente, c'est l'intervention russe en Afrique. Au cours de sa conférence de presse, Giscard a parlé du danger qu'il y aurait à « *modifier l'équilibre actuel du monde* », ce qui pourrait remettre en cause « la détente » dit-il.

Or, non seulement, il n'y a pas « détente », mais encore il y a bel et bien de la part de l'URSS volonté de remettre en cause « *l'équilibre actuel du monde* » et à son profit, c'est-à-dire que la volonté de Moscou est de dominer l'Afrique demain, ce qu'elle ne fait pas encore aujourd'hui.

D'ailleurs Giscard en arrive tout naturellement à parler de l'URSS à ce propos. Mais pourquoi alors, si telle est la question, insister sur le fait que les rapports franco-soviétiques sont « très positifs », alors que les troupes françaises se sont retrouvées au Zaïre face aux troupes katangaises, dirigées par Moscou et Cuba ? Et si le gouvernement français a envoyé des troupes au Zaïre, c'est bien en grande partie pour faire face à cette intervention russe qui dérange les intérêts impérialistes français.

Là encore, il faut appeler un chat un chat. Ou l'URSS intervient en Afrique et menace la paix dans le monde, ou non. Or, elle le fait. Les peuples d'Afrique qui sont au premier plan de la lutte contre le social-impérialisme soviétique sont bien placés pour le savoir.

La démission du président de la république italienne

Derrière le scandale, un enjeu politique

La démission du président de la République italienne Giovanni Leone vient après le meurtre d'Aldo Moro décapiter un peu plus la Démocratie chrétienne, le parti majoritaire en Italie. Leone est accusé d'avoir fraudé le fisc, d'avoir touché des pots de vin de la firme d'aviation américaine Lockeed, d'avoir spéculé etc. Finalement ce sombre tableau n'est que le reflet habituel des affaires auxquelles se livrent, dans le plus grand secret bien sûr, la plupart des grands de ce monde.

La démission de Leone ressemble toute proportion gardée à un mini-Watergate. Il semble que ce soit le PCI qui, après que des bruits aient couru sur les activités de Leone, ait exigé et obtenu sa démission. Ceci montre, entre autres, l'influence que détient le PCI au sein de la bourgeoisie italienne.

Mais surtout, il est le principal bénéficiaire de ce scandale. Il apparait comme le parti de l'ordre et de l'intégrité.

En fait, cette démission est le résultat des croches-pattes que se font les grands partis en Italie pour le pouvoir. L'action propre du PCI n'est pas de combattre de front son rival principal, la Démocratie chrétienne, mais de l'affaiblir et de tenter par divers moyens de la discréditer. En ce sens, la mort de Moro et la démission de Leone, deux des personnages les plus importants de la Démocratie chrétienne le servent.

Cependant d'autres motifs ou d'autres calculs peuvent intervenir dans cette démission du chef de l'État italien. De toute évidence derrière le scandale mis en avant, il y a aussi un enjeu politique qu'il est trop tôt pour percevoir avec certitude.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978